

Meilleurs vœux de lutte 2014

L'exaspération, la peur de l'avenir et le sentiment d'injustice ou d'abandon devant des inégalités toujours plus criantes doivent être transformés en actions et luttes pour arracher des droits et modifier la donne.

L'enrichissement d'une petite minorité au détriment de la grande majorité dont les conditions de vie se détériorent, les cadeaux aux grands patrons et l'austérité pour le peuple... tout cela n'est pas une fatalité qui s'imposerait à nous.

Il faut mettre ce gouvernement, qui se dit de gauche, devant ses responsabilités !

N'acceptons pas que le chômage continue de croître ou se maintienne au niveau où il est. En Seine St Denis, il s'est stabilisé fin novembre pour les catégories A, B, et C à 146 260 demandeurs d'emploi, mais la hausse est quand même de 8,9% depuis janvier 2013! Elle est de 7,1% en Ile de France. Et les chiffres ne prennent pas en compte les nombreuses radiations ou les sans emploi qui en fin de droit arrêtent de s'inscrire ou les jeunes qui ne s'inscrivent pas.

N'acceptons pas les fermetures d'entreprise, les restructurations ou les délocalisations dans les différents secteurs, public ou privé, qui sont toujours destructrices d'emplois. Les milliards concédés aux entreprises par le biais des allègements de cotisations sociales ou de taxes ne servent pas à créer des emplois. **Elles permettent plus sûrement aux grosses entreprises, comme celles du CAC 40 de verser plus de dividendes à leurs actionnaires, un record en 2012 de 400 milliards d'€ !** On a bien vu aussi comment les aides de l'Etat versées à PSA Aulnay n'ont pas empêchées la fermeture de l'usine et ce, malgré une longue lutte.

N'acceptons pas le « Pacte de responsabilité » annoncé lors des vœux du Président Hollande. Comme le Pacte de compétitivité, c'est une nouvelle arnaque avec allègements de cotisations sociales et familiales contre créations d'emploi et dialogue social. Nous le savons, le dialogue social sans rapport de force et, dans ce cas, avec un chantage à l'obligation d'accord est toujours générateur de recul social : suppression des acquis, stagnation des salaires voire diminution, augmentation du temps de travail pour le même salaire, rentabilité accrue et dégradation des conditions de travail.

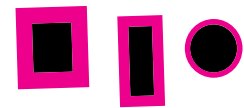
Ces allègements de cotisations sont des manques à gagner pour les caisses de la Sécurité sociale et d'Allocations Familiales, manques qui devront être compensés... sans doute par les contribuables que nous sommes ! C'est aussi le modèle de cotisations/prestations qui est petit à petit remis en cause, laissant entrevoir à terme la destruction pure et simple des acquis sociaux institués après la Deuxième Guerre mondiale.

Révoltons-nous et luttons

pour construire collectivement la transformation sociale que nous voulons.

Notre tâche est immense : dans l'unité, soutenons les luttes en cours, développons-les, coordonnons-les pour peser sur les choix du gouvernement et infléchir durablement ses décisions, et au delà pour reprendre nos vies en main !

Quoi de neuf en Seine-Saint-Denis ?



La justice prud'homale en danger !

Le ministre du travail a rendu public son projet de mettre un terme à l'élection des conseillers-ères prud'homaux par les salariés-es pour la remplacer par une désignation basée sur la nouvelle représentativité issue de la loi du 20 août 2008 qui est ainsi détournée de son but initial.

Si la réforme de 2008 donne une mesure fiable du poids de chaque organisation dans les entreprises dotées d'une présence syndicale et dans les Très Petites Entreprises, elle ne concerne pas tous les salarié-e-s. Plus de 5 millions sur les 18 millions que compte le secteur privé n'ont participé à aucune consultation concernant l'audience des syndicats, alors que les élections prud'homales sont ouvertes à tous les salarié-es français ou étrangers ! Ces 5 millions, ainsi que les privé-e-s d'emploi, premiers utilisateurs des Prud'hommes, sont exclus de la possibilité d'élire les juges prud'homaux de leur choix ! De plus, les conseillers employeurs seraient, eux, désignés, sans élection ! **Un déni de démocratie sociale !**

Les gouvernements précédents ont supprimé plus d'un quart des Conseils de Prud'hommes, provoquant un engorgement et un allongement en temps des affaires jugées. La dernière loi Accord National Interprofessionnel (ANI) a raccourci les délais de recours contre les employeurs de 5 ans à 3 ans. Aujourd'hui cette réforme de la prud'homie, serait un recul démocratique pour les salarié-es.

Les arguments à l'appui de ce projet sont inacceptables, le faible taux de participation à ces élections et leur coût. Or, quand des élections sont bien organisées comme dans les entreprises la participation dépasse les 70%. Quant au coût, une élection prud'homale est le prix à payer pour une démocratie sociale participative !

A l'appel des Unions Syndicales 93, Solidaires, CGT, FO, FSU et UNSA
Rassemblement départemental unitaire

Judi 23 janvier 2014 à 14h

13 rue Michel de devant le Conseil de Prud'hommes l'Hôpital à Bobigny

En bref

Solidarité avec les sans-papiers

Depuis 5 ans, dans plus de 160 villes des citoyens-ennes de tous horizons forment un cercle de silence, action non violente contre le traitement inhumain infligé aux sans papiers. A St Denis le 62ème cercle aura lieu le vendredi 10 janvier 2014, Place Victor Hugo devant la Mairie de 18h30 à 19h30.

Centre de Tri de Bobigny

L'année 2014 sera décisive pour les postiers, le transfert de l'activité du centre est prévu en milieu d'année. Après la grève départementale de novembre, celle nationale de décembre a été une nouvelle réussite. Plus de 800 agents ont manifesté et se sont rassemblés devant le siège. Les grèves ont permis d'ouvrir des négociations nationales. Les mobilisations à Bobigny comme ailleurs doivent maintenant s'amplifier pour arrêter le démantèlement de La Poste !

H&M, fin de non recevoir !

Malgré plusieurs semaines de grève fin 2013, après un troisième jugement du TGI de Bobigny exigeant le déblocage du site du Bourget, la direction n'a pas ouvert de négociations. Pire, puisque certains grévistes ont reçu, après la fin de la grève, des lettres de licenciement. Comme quoi les salarié-es en luttes qui luttaient pour l'avenir du site n'exagéraient pas en dénonçant l'autoritarisme de leur direction.

Expulsion à la Basilique

Dimanche 15 décembre, Basilique de Saint-Denis. La police expulse des Dyonisiens expulsés et sans logement qui s'y sont réfugiés pour attirer l'attention sur leur situation. C'est la première fois depuis l'église Saint-Bernard que la police procède à ce type d'action. Plus d'infos et le film des événements sur le blog de l'UI Solidaires Saint-Denis.

Envoyer des informations sur une lutte, contacter des syndicalistes de SUD / Solidaires, une seule adresse :

solidaires93@wanadoo.fr

Avec le personnel des Lilas, plus que jamais mobilisé-e-s pour la reconstruction de la **Maternité des Lilas** aux Lilas !

Les promesses doivent être tenues !

Grande manifestation sur les Champs Elysées, le samedi 25 janvier 2014 *

Plus de cent trente élus ont déjà signé l'appel en faveur du maintien de la Maternité des Lilas et nous avons appris le Mardi 17 décembre 2013 que Monsieur Claude BARTOLONE, Président de l'Assemblée Nationale s'associait à notre mobilisation en ayant signé l'appel pour la reconstruction de la Maternité des Lilas aux Lilas.

L'Union Syndicale Solidaires 93 relaie l'appel du Collectif de la Maternité des Lilas - dans lequel participent le Syndicat SUD Santé Social 93 et la Fédération Nationale - afin de faire de la manifestation du 25 janvier 2014 une mobilisation d'ampleur.

Associations, syndicats, partis politiques, personnalités publiques, lilasiens/ennes, habitant-e-s du 93, usagères/usagers, toutes et tous pour le maintien de la Maternité des Lilas aux Lilas !

**Informations plus précises seront communiquées après la réunion du Collectif Maternité des Lilas le mardi 7 janvier 2014. ou directement :*

collectif.maternitedeslilas@gmail.com
facebook : Collectif Maternité des Lilas

Travail dominical : réveillon pour les patrons !

Après une consultation tronquée des syndicats de salariés, le décret permettant aux magasins de bricolage d'ouvrir le dimanche a été publié.

Une ouverture... pas si temporaire que ça !

Ce décret s'appliquera au plus tard jusqu'au 1er juillet 2015 dans l'attente de l'adoption d'un nouveau cadre législatif : hormis le fait qu'il sera encore plus ardu de revenir en arrière à cette date, ce décret constitue, de facto, une amnistie pour les patrons contrevenants du bricolage et un appel du pied à bafouer le droit au repos dominical pour les autres !

Les salariés sont les grands perdants !

Oubliée, la promesse de limiter le champ d'application du décret à l'Île-de-France car sa portée est nationale ; entermée, celle d'inscrire dans la loi des contreparties pour l'ensemble des salariés concernés : la trahison, c'est maintenant, les contreparties sont renvoyées à d'hypothétiques négociations !

2014, année de lutte contre l'extension des horaires d'ouvertures des commerces !

Après les dimanches, nos nuits et nos jours fériés ? Ça suffit comme ça !

L'Union Syndicale Solidaires et ses syndicats SUD Commerce et Services appellent à la construction, dans les semaines qui viennent, de mobilisations unitaires et interprofessionnelles sur tous les territoires pour s'opposer à toute nouvelle dérégulation. Le syndicat SUD Commerce, partie prenante de l'intersyndicale CLIC-P, appelle l'ensemble des Fédérations Syndicales concernées à saisir la justice contre ce décret ignominieux.

PETITION CITOYENNE

J'AGIS MAINTENANT!



- Parce que la TVA est l'impôt le plus injuste
- Parce que la hausse de la TVA prévue en janvier servira à financer les cadeaux fiscaux au patronat
- Parce qu'elle amputera le pouvoir d'achat des familles qui n'y arrivent déjà plus...

*Hausse moyenne des prix pour une famille de 4 personnes!

A l'initiative de Solidaires, Attac, Fondation Copernic, UFAL, Economistes atterrés, Femmes Egalité, Les Effronté-e-s, MNCP, Mpep, Front de Gauche (PG, PCF, Ensemble, PCOF, GU, R&S), Résistance Sociale

à signer sur

www.stop-tva.fr/

J'exige l'ANNULATION de la hausse de la TVA !

Pour une fiscalité plus juste, plus redistributive, qui taxe le capital et les transactions financières!

Dieudonné, Soral : L'autre visage de l'extrême droite

Insolent et antisystème Dieudonné ? Non. Et il ne nous fait plus rire. Cet ancien humoriste a choisi son camp depuis longtemps, c'est celui de l'extrême droite et de l'antisémitisme. La question n'est pas de savoir s'il faut interdire ou pas ses spectacles. Il s'agit de comprendre ce qu'il véhicule comme idées nauséabondes et comme confusions auprès d'une partie de la jeunesse, du monde du travail et de la société en utilisant très habilement internet et les réseaux sociaux pour avancer.

Dieudonné s'est progressivement rapproché de l'extrême droite : Le Pen comme parrain d'un de ses enfants, liste commune aux européennes de 2009 avec un appareillage d'anciens skins, de « penseurs » d'extrême droite et d'antisémites. Comme le FN, ces deux imposteurs que sont Soral et Dieudonné prospèrent sur le désarroi politique des salarié-e-s qui subissent la mondialisation capitaliste et qui constatent que les gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent mènent des politiques identiques. Leur approche ? Mélanger des analyses de la situation « de gauche » avec des réponses d'extrême-droites. S'ils se revendiquent de l'antisionisme, ils se servent de ce mot comme paravent pour développer un réel antisémitisme (voir encadré). **Dans ce contexte la « quenelle » de Dieudonné et de Soral n'est pas un détail.** Ce geste est clairement une référence à une forme de salut nazi bridé (tiré du film Docteur Folamour de Stanley Kubrick en 1964) tout comme une logique homophobe (« on va leur foutre dans le cul »).

Des ennemis des travailleurs et des travailleuses

L'extrême droite est notre ennemi parce qu'elle développe un discours confus qui vise à expliquer des problèmes bien réels conséquence du capitalisme en cherchant des boucs émissaires : immigrés, Musulmans, Juifs, Roms, « mauvais français »... **On crée ainsi des catégories fictives dans la population** : comme si le fait de partager des éléments d'une même culture, d'une origine géographique ou avoir une même couleur de peau formerait des communautés qui n'ont que des intérêts en commun. Ce discours interclassiste vise à défendre des logiques nationalistes, xénophobes et racistes et au final à servir de soutien à l'ordre établi et au capitalisme. **En niant la lutte des classes, c'est-à-dire la différence d'intérêts entre la minorité des exploités et la majorité des exploités-e-s**, et en la remplaçant par une logique communautaire souvent imaginaire et complotiste (ici « les juifs » qui dirigeraient secrètement le monde) il est clair que Soral et Dieudonné se placent dans le camp des ennemis des travailleuses et des travailleurs car cherchant à les diviser et à défendre au final le système capitaliste. Et en se faisant largement personnellement leur beurre là-dessus : ils sont loin de l'antisystème qu'ils revendiquent.

C'est le rôle du syndicalisme de transformation sociale, dont se revendique Solidaires, de ne pas laisser se développer l'extrême droite ni dans le monde du travail ni dans la société. Et si des personnes cherchent un geste « anti-système » qui ne soit pas ambigu, nous leur conseillons le poing levé !

Contacts UD et UL

Solidaires 93
solidaires93@wanadoo.fr

UL Bondy
syndicat@solidairesudbondy.com
01 48 47 80 64

www.solidairesudbondy.com

UL Montreuil
solidairesmontreuil@wanadoo.fr
01 48 51 05 93

UL Saint-Denis
ulstdenis@solidaires.org
01 55 84 41 33

solidairesaintdenis.over-blog.org

V.I.S.A. :

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

VISA regroupe des militant-e-s de la FSU, de la CGT, de la CFDT et de SOLIDAIRES (adhérent-e-s de sections d'entreprises, élu-e-s de syndicats nationaux ou représentant-e-s de fédérations professionnelles) qui, depuis 1996, recense, analyse, dénonce, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front National sur le terrain social. Les camarades de VISA peuvent développer des formations syndicales.

Contacts, info, adhésion sur
<http://www.visa-isa.org/>

Antisionisme/ antisémitisme De quoi parle-t-on ?

Le sionisme est une doctrine politique coloniale visant à un regroupement des Juifs dans un État juif autour de Jérusalem, qui s'est développée à la fin du XIXème siècle. Cette doctrine est restée très minoritaire jusqu'à l'extermination de 6 millions de Juifs européens pendant la Seconde Guerre mondiale. La construction de cet État, après 1945, s'est réalisée de façon violente au détriment des habitants palestiniens ; et ces derniers subissent toujours la politique coloniale israélienne. Encore faut-il préciser que beaucoup de Juifs sont opposés à cette politique. L'antisémitisme n'a rien à voir : c'est un racisme contre les Juifs qui a déjà une longue histoire en Europe et qui a conduit au génocide orchestré par les nazis.



Lancement de la campagne intersyndicale contre l'extrême-droite, ses idées et ses pratiques

La CGT, la FSU, Solidaires, l'UNEF, l'UNL et la FIDL lance une campagne unitaire à Paris et Montreuil **le 29 janvier prochain**, avec des ateliers et un meeting commun.

L'ensemble du programme :
<http://www.solidaires.org/article46786.html>